

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 41/024/2005 - ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 37/05 (AMR 41/004/2005 du 16 février 2005)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

MEXIQUE

Lydia Cacho Ribeiro (f), présidente du *Centro Integral de Atención a las Mujeres* (CIAM, centre d'assistance pour les femmes), et militante en faveur des droits humains

les autres membres du personnel du CIAM

Londres, le 8 juillet 2005

Lydia Cacho Ribeiro, présidente de l'organisation *Centro Integral de Atención a las Mujeres* (CIAM, centre d'assistance pour les femmes), a récemment été la cible de nouvelles menaces en raison de ses activités en faveur des droits des femmes et des fillettes. Amnesty International est préoccupée par sa sécurité ainsi que par celle des autres membres du personnel du CIAM.

Entre le 25 avril et le 1er juillet, Lydia Cacho Ribeiro aurait reçu au moins 42 appels de menaces au bureau du CIAM à Cancun, dans l'État de Quintana Roo. Tous émaneraient d'un ancien membre de la *Policía Judicial del Estado* (PJE, Police judiciaire de l'État) de Coahuila, dont l'épouse et les enfants sont actuellement hébergés par le CIAM. Cet homme aurait également menacé Lydia Cacho Ribeiro et le personnel du CIAM à diverses reprises en 2005 et en novembre 2004.

Au cours des dernières communications téléphoniques, il aurait déclaré : « *Ce message s'adresse à Lydia Cacho Ribeiro. Je veux qu'elle sache que je serai bientôt à Cancun, au moment où elle s'y attendra le moins [...] Le Bureau du procureur général de la République ne peut rien contre moi [...] Ceux qui me cherchent vont mourir.* »

Le 10 mars, des agents fédéraux (Agentes Federales de Investigación) ont indiqué à Lydia Cacho Ribeiro que l'ex-policier avait fui le Mexique, et que les membres du personnel du CIAM n'avaient plus rien à craindre. Toutefois, au mois de mars, l'homme a été vu par plusieurs personnes dans les États de Nuevo León et de Coahuila, dans le nord du pays. Selon les informations recueillies, les derniers appels de menaces ont été passés depuis des villes de ces deux États. Le 30 juin, l'ancien policier s'est rendu dans le foyer pour femmes de Saltillo, dans l'État de Coahuila, où il aurait harcelé la responsable. Il lui aurait enjoint de dire à Lydia Cacho Ribeiro d'arrêter de parler de lui et aurait exigé qu'on lui rende sa femme et ses enfants.

Bien que les autorités fédérales enquêtent sur cet homme en raison de ses liens présumés avec le crime organisé, plusieurs juges auraient refusé de délivrer un mandat d'arrêt à son encontre. De leur côté, les autorités chargées d'enquêter au niveau de l'État n'ont retenu aucune charge contre lui à la suite des menaces dirigées contre Lydia Cacho Ribeiro et le personnel du CIAM.

Face aux pressions exercées par des organisations mexicaines et internationales, dont Amnesty International, les autorités ont chargé trois agents fédéraux de protéger Lydia Cacho Ribeiro. Le personnel du CIAM à Cancun a également bénéficié d'une protection qui, bien que fort limitée, a été supprimée après l'élection d'une nouvelle administration à la tête de l'État en avril dernier.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité de Lydia Cacho Ribeiro et des membres du personnel du CIAM, étant donné les nouvelles menaces dont ils ont fait l'objet ;

– exhortez les autorités à renforcer les mesures de protection en faveur de Lydia Cacho Ribeiro et des personnes travaillant au CIAM, conformément à leurs souhaits ;

– demandez aux autorités de prendre des mesures concrètes en vue d'empêcher l'ex-policier d'intimider Lydia Cacho Ribeiro et le personnel du CIAM, et de veiller à ce qu'il soit poursuivi pour les infractions dont il est soupçonné ;

– priez-les instamment de faire la lumière sur les raisons pour lesquelles cet homme est toujours libre de proférer des menaces, en dépit des éléments qui prouvent clairement qu'il est mêlé à des infractions ;

– rappelez aux autorités qu'aux termes de la Déclaration des Nations unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, il incombe aux États de respecter le principe de diligence due et de prévenir les actes de violence contre les femmes, de mener des enquêtes à ce sujet et de punir les dits actes conformément à la législation nationale ;

– rappelez aux autorités que la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus proclame la légitimité de l'action des défenseurs des droits humains et le droit de ceux-ci à poursuivre leurs activités sans restriction ni crainte de représailles.

APPELS À :

Gouverneur de l'État de Quintana Roo :

Lic. Félix González Canto
Gobernador del Estado de Quintana Roo
Palacio de Gobierno, Av. 22 de Enero y Héroes,
Chetumal 77009,
Estado de Quintana Roo
Mexique

Fax : +52 983 832 4257 (si quelqu'un décroche, dites « *tono de fax por favor* »)

Formule d'appel : *Señor Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

Procureur général de l'État de Quintana Roo :

Lic. Bello Melchor Rodríguez Carrillo
Procurador General de Justicia en el Estado de Quintana Roo
Avenida José López Portillo s/n, Región 93, Manzana 21,
Lote 1, entre Avenida Kaba y Calle 16
Estado de Quintana Roo
Mexique

Fax : +52 983 832 3174

Formule d'appel : *Señor Procurador*, / Monsieur le Procureur,

Procureur général de l'État de Coahuila :

Lic. Oscar Calderon Rocha
Procurador General de Justicia en el Estado de Coahuila
Humberto Castilla Salas No. 600
Fraccionamiento Centro Metropolitano,
Saltillo, Coahuila, C. P 25050
Estado de Coahuila
Mexique

Fax : +52844 438 0700

Formule d'appel : *Señor Procurador*, / Monsieur le Procureur,

Procureur général de la République :

Lic. Daniel Cabeza de Vaca
Procurador General de la República
Procuraduría General de la República
Paseo de la Reforma nº 211-213, Piso 16
Col. Cuauhtémoc, Delegación Cuauhtémoc,
México D.F., C.P. 06500, Mexique

Fax : +52 55 53 46 09 83 / 08 (si quelqu'un décroche, dites « *tono de fax por favor* »)

Formule d'appel : *Señor Procurador General*, / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

CIAM (Organisation de défense des droits humains) :

Centro Integral de Atención a las Mujeres - CIAM
Cancún A.C.
Calle 12 poniente 66, SMZA 63 Cancún
Quintana Roo 77500,
Mexique

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 19 AOÛT 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*